

## MANIFESTATIONS DANS LES PLANTATIONS EN AFRIQUE ET DEVANT L'AG DU GROUPE BOLLORE A PUTEAUX

Entre le 1<sup>er</sup> et le 3 juin, des rassemblements massifs ont eu lieu au Cameroun et au Liberia pour demander le respect des droits des communautés locales. A la demande de l'Alliance internationale des riverains des plantations de Socfin-Bolloré regroupant plusieurs milliers de paysans au Cameroun, Libéria, Côte d'Ivoire, Sierra Léone, Cambodge ; une centaine de ressortissants africains et de citoyens sont venus interpellier les actionnaires du groupe Bolloré à leur arrivée à Puteaux le vendredi 3 juin pour l'assemblée générale.

Des bouteilles d'eau sale sur les têtes témoignant de la pollution des rivières par les activités du groupe Socfin ; des marches depuis les terres occupées jusqu'aux directions des plantations. Ils étaient des centaines dans [5 des 7 plantations](#) de la Socfin au Cameroun pour dénoncer la fermeture du dialogue des groupes Socfin et Bolloré. Au Liberia, les paysans ont organisé une série de blocages des routes dans la plantation pour empêcher la circulation des camions. La direction a finalement accepté de les recevoir.

Parallèlement, dès 7h du matin, une centaine de militants ont répondu à l'appel des riverains mobilisés et se rendent devant la tour Bolloré à Puteaux empêchant les actionnaires d'accéder à l'assemblée générale du groupe. Arrivant à pied ou en navette électrique, certains s'arrêtent et discutent, d'autres s'énervent. « Les paysans privés de leurs terres ont une question : Actionnaire as-tu du cœur ? » pouvaient-ont lire sur une banderole. Dans un tract distribué aux actionnaires, l'Alliance des riverains demande le "respect" de "l'espace vital nécessaire aux cultures vivrières pour les villages" et des représentants des communautés "parfois emprisonnés suite à des plaintes de l'entreprise". Les militants, les coudent serrés, entonnent en cœur des chants témoignant des luttes en cours dans les plantations d'Afrique et d'Asie. D'autres distribuent des graines à planter, symboles d'une biodiversité mise à mal par l'agro-industrie.



Rassemblement de riverains, Plantations camerounaises de la Socapalm, filiale de la Socfin (dont le groupe Bolloré est actionnaires à 38,8%), 1<sup>er</sup> juin 2016



Marie Annick Darmaillac, secrétaire générale du groupe Bolloré finit par sortir pour écouter les protestataires. Ils demandent au groupe Bolloré d'assumer sa part de responsabilité et de pousser la Socfin à ouvrir les négociations avec les associations locales. Bolloré dit « faire confiance en la Socfin » et constate « une amélioration du dialogue depuis 2015 » en se basant sur les dires de la Socfin. Les riverains demandent à Bolloré le financement d'un état des lieux pays par pays et rappelle la demande de l'OCDE réitérée le 18 mai dernier selon laquelle le Groupe Bolloré doit « continuer à user de son influence » pour faire avancer les choses. Après, deux heures d'attente, le groupe fait savoir qu'il ne recevra pas de délégation ce matin alors même que des dizaines d'actionnaires attendent toujours devant l'entrée que le blocage soit levé.

Les CRS finissent par intervenir en délogeant les militants allongés pacifiquement devant la porte de la tour Bolloré. L'action est levée vers 10h30 à l'initiative des participants dénonçant la fermeture du groupe et annonçant d'ores et déjà de futures actions en France et dans les pays concernés si le groupe ne changeait pas de position. [L'assemblée générale des actionnaires commence finalement](#) avec plus d'une heure de retard. Le groupe Bolloré indique [dans un communiqué](#) qu'il « n'est pas concerné par ces supposés accaparements de terre, n'étant pas gestionnaire » de la Socfin. Il annonce une plainte pour "violences et dégradations". Deux militants ayant participé au blocage non violent sont par ailleurs interpellés après la dispersion de l'action. L'un d'eux sera condamné à une peine disproportionnée de 6 mois de prison le mardi 7 juin. On attend toujours de voir Bolloré inculpé pour les multiples abus criminels dont il est porte la responsabilité par ses investissements, qu'il soit « gestionnaire » ou non.

L'Alliance des riverains n'acceptera pas que continue le déni par le groupe Bolloré et la Socfin des violations dans les plantations et du refus du dialogue avec les associations locales. De nouvelles actions seront organisées jusqu'à qu'ils assument leurs responsabilités.